

22 octobre 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue de son voyage officiel en RFA, sur la dissuasion nucléaire, l'emploi des armes préstratégiques et les négociations de désarmement, Hanovre, jeudi 22 octobre 1987.

Bonjour mesdames et messieurs,

- Je remercie d'abord les journalistes présents, ceux qui m'ont accompagné depuis bientôt quatre jours, qui sont, sans doute, plus fatigués que moi et les journalistes allemands et peut-être quelques autres qui ont bien voulu s'intéresser à ce voyage.

- Je n'ai pas vraiment de préambule à faire. Tout ce qui a été dit est public. Il n'y a pratiquement pas eu de conversations secrètes. Il y a bien eu des conversations particulières lors des rencontres avec le Président de la République fédérale d'Allemagne que je tiens à remercier encore ici pour la qualité de son accueil, avec le Chancelier Kohl, avec M. Genscher, avec messieurs les ministres-présidents Rau et Albrecht, avec les autres personnalités que j'ai eu la chance de rencontrer. Disons que pratiquement tout ce que j'ai été amené à dire au cours des allocutions et des discours a été exprimé publiquement, le reste est de l'ordre normal de conversations courtoises entre personnes amies qui se rencontrent. Il n'y a donc pas de domaine secret. D'ailleurs c'est très rare qu'il y en ait et quand il y en a, c'est vous qui les rapportez. Enfin, presque toujours.

- J'ai été très sensible à la façon dont les autorités allemandes, nationales et régionales, ont abordé les conversations avec la France. Ces conversations ont été poursuivies, dans leur domaine, par les ministres compétents qui se trouvaient à mes côtés et qui sont venus, soit dans un Land, soit dans un autre. Ils ont pu, je crois le savoir, mener à bien certaines négociations touchant à l'avenir de l'Europe au rendez-vous prochain à Copenhague, à Karlsruhe `Conseil européen` .

- Maintenant, vous souhaitez, sans doute, m'interroger. Les différents aspects, les plus sensibles, de nos conversations ont porté sur la construction de l'Europe, cela va de soi, tout le monde l'a compris. J'ai été intéressé par certains propos tenus qui m'ont démontré que, du côté allemand, on était plus sensible que naguère aux problèmes touchant à l'organisation d'une monnaie commune. Sur les technologies, il n'y avait pas à s'inquiéter de la même façon car dès le premier jour, c'est un bon accord franco-allemand qui a permis le démarrage des initiatives dont on connaît aujourd'hui le succès.

- Sur la préparation de Copenhague, vous savez qu'il reste un certain nombre de problèmes à régler. Là, il faut les régler à douze. On pourrait dire qu'entre l'Allemagne et la France il y a à accorder les violons sur la manière de traiter les problèmes agricoles et sur la manière d'aborder le problème des ressources. Tout cela fait partie d'un débat parfaitement légitime que deux grands pays doivent avoir ensemble. On a jusqu'ici constaté, depuis l'origine, que finalement l'intérêt commun l'emportait sur les intérêts particuliers. Non sans mal. Mais ceci est dans la nature des choses.

- J'ai moi-même parlé des problèmes de défense à diverses reprises, particulièrement à Aix-la-

Chapelle. Je répondais davantage à un climat ambiant qu'à des questions précises, mais enfin dans tous vos journaux, dans toutes vos interventions, vous vous seriez chargés de nous rappeler ce problème si nous l'avions négligé. Disons que c'est un problème qui est à l'ordre du jour, qui s'impose de lui-même. J'ai donc cru bon d'en parler.

- Voilà pour le principal. Je considère avoir été vraiment mis en mesure de mieux comprendre et de mieux connaître les problèmes de l'Allemagne fédérale, d'approcher nombre de ses dirigeants d'une façon plus approfondie que de coutume. Je pars comme un certain nombre d'entre vous, j'imagine, pour Paris tout à l'heure. Il restera ensuite le temps de réfléchir à ce qui s'est passé.

- Voilà mesdames et messieurs, si vous voulez bien demander la parole, dire au nom de quel organe de presse, madame, je vous en prie.\

QUESTION.- Monsieur le Président, ma question se rapporte à vos déclarations concernant ce qu'on appelle la force préstratégique. Vous savez que pour beaucoup d'Allemands il s'agissait là d'une clarification, mais certains nous ont dit que cela soulevait d'autres questions et notamment celle-ci : que deviendront nos petites fusées Pluton et Hadès ? Est-ce qu'elles seront mises au rebut, déplacées quelque part en Europe, est-ce que vous pouvez nous préciser quelque chose là-dessus ?

- LE PRESIDENT.- A votre avis, ce sont les Allemands qui s'interrogent là-dessus ?

- Quant à l'emploi des mots, au vocabulaire, il est toujours très important. J'ai tenu dans toutes les instructions que j'ai données, à l'état-major particulier, à toujours employer le terme préstratégique plutôt que tactique parce qu'une confusion s'était peu à peu instaurée, cela par toute une série de transferts de la réflexion. Le mot tactique apparaissait de plus en plus comme définissant un type d'arme, prolongement des armées ou des combats dits conventionnels, ce qui me paraît être un grave contre-sens. Toute arme nucléaire, quelle qu'elle soit, quel que soit son type, quelle que soit sa portée, appartient à la stratégie, à la stratégie de dissuasion. Comme je le disais à quelques-uns d'entre vous dans une conversation hier, il y a une différence ou un franchissement qui change de nature quand on passe de l'arme conventionnelle à l'arme nucléaire, et Pluton, Hadès, sont des armes nucléaires. Ce n'est pas simplement le franchissement d'un degré. Pour qu'il soit bien clair que les armes dont vous me parlez relèvent de l'emploi stratégique de nos armes, le mot préstratégique est plus clair, plus facile à comprendre et interdit les confusions. Voilà, ça c'est la première réponse.\

` Suite sur les armes préstratégiques `

- La deuxième `réponse`, c'est que vous savez sans doute, madame, que, de toute manière, les Plutons sont destinés à laisser place aux Hadès aux alentours de 1992. Ce sont des armes qu'on appellera du même type, c'est-à-dire de courte portée, mais qui portent quand même plus loin, et, comme la géographie compte beaucoup dans ce type de raisonnement, vous apercevez tout de suite les différences. Donc, de toute façon, dans peu d'années, les Plutons se verront substituer les Hadès. Mais ne vous inquiétez pas, ne soyez pas déchirés devant la prochaine disparition des Plutons. De plus, ne m'accusez pas d'un crime que je n'aurai pas commis. C'était décidé avant moi. Vous pourriez me dire : "on va reporter le même raisonnement sur les Hadès". Je vous réponds simplement ceci : quoi qu'il en soit des Plutons ou des Hadès, ils ne sont pas une force autonome, ils font partie de la dissuasion, et la dissuasion, elle a pour objet, pardonnez-moi de me répéter, non pas de gagner la guerre mais de l'empêcher. Si vous avez une vue stratégique, votre question perd ainsi beaucoup de son importance. Vous pensez, vous avez bien raison d'y penser puisque l'on a le droit de s'en préoccuper, à l'emploi de ces armes. Moi je ne pense pas à leur emploi, je pense à la menace qu'ils font peser sur un éventuel agresseur : une menace pour dissuader.

- QUESTION (Georges Bortoli, Antenne 2).- Monsieur le Président, ce que vous venez de dire de la globalité, de la dissuasion, implique-t-il une condamnation en quelque sorte de la riposte flexible ou graduée qui est la doctrine de nos alliés et qui a aussi, me semble-t-il, de chauds partisans en France ?

- LE PRESIDENT.- M. Bortoli, il faut distinguer : il n'y a pas de stratégie flexible pour la France. L'OTAN, le commandement intégré de l'OTAN auquel nous n'appartenons pas, a en 1962

défini une stratégie flexible pour les forces occidentales comprises dans ce commandement

adeciae une strategie flexible pour les forces occidentales comprises dans ce commandement intégré. Nous sommes membres de l'Alliance `Alliance atlantique` et membres loyaux. Bien entendu, on ne peut pas ignorer, on doit tenir compte de cette définition, mais pour ce qui nous concerne, l'objet de la force de dissuasion française est tout à fait précis : la défense de notre territoire ou ce qu'on appelle d'une façon volontairement imprécise, les intérêts vitaux. Alors de ce point de vue-là, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de stratégie flexible, voilà ma réponse.\

QUESTION (M. Rozenweig - Le Monde).- Vous avez défini le climat ambiant auquel vous avez répondu ici, en République fédérale, et faisant partie de ce climat ambiant, il y a, à mon avis, la pensée que l'on doit aboutir à une stabilité en matière de désarmement sur le bas niveau possible. Je pense que c'est le consensus ouest-allemand, et le plus bas niveau possible ou souhaitable ?

- LE PRESIDENT.- C'est rien du tout. C'est le vrai zéro. Mais je ne rêve pas. Comment se poserait le problème dans la pratique ? Il y a déjà eu deux options zéro touchant les fusées dites intermédiaires, au-dessus de 500 kms, disons de moyenne et longue portée mais intermédiaires. Je reviens sur ce que j'ai déjà dit à diverses reprises : le mot intermédiaire employé par les Russes et les Américains, cela veut dire que les armes en question ne traversent pas l'Atlantique, c'est-à-dire que l'un et l'autre pays, les deux plus grandes puissances du monde ne peuvent pas avec les forces intermédiaires atteindre directement le territoire de l'autre, ils ne peuvent pas aller d'un territoire à l'autre. Voilà pourquoi cela s'appelle intermédiaire. Mais pour les pays de l'Europe, la France et l'Allemagne aussi, ces forces dites intermédiaires par les Américains et les Russes sont des forces stratégiques, dès lors qu'elles peuvent atteindre directement nos territoires. Et celles qui ne pourraient pas l'atteindre directement, ne représentent qu'une petite marge d'un immense arsenal nucléaire de l'un et de l'autre, comportant on l'a déjà dit, de l'ordre de onze mille à treize mille charges nucléaires.

- A partir de là, si l'on considère que nos pays, la France, en tout cas, est soumis à la menace non seulement des armes stratégiques proprement dites, mais aussi des armes intermédiaires stratégiques, moins il y en a, mieux cela vaut. Je me suis réjoui de la perspective d'accord sur les armes intermédiaires nucléaires à moyenne et longue portée parce que cela en fait, pour ce qui nous concerne, 810 de moins du côté soviétique, les charges des SS 20. 810 de moins qui pourraient atteindre la France partant d'un territoire soviétique puisque tout ce que l'on voit sur les cartes de géographie semble indiquer - ce qui mériterait discussion - qu'une agression pourrait venir de là. Tout mérite discussion. Personnellement, je n'y crois pas, mais ce n'est pas ça qui détermine la stratégie. La stratégie ne doit pas s'intéresser à nos analyses et à nos sentiments. Je ne crois pas aux intentions agressives de l'Union soviétique. Je crois à sa volonté de désarmer. Bien entendu, si elle préfère intervenir par de bons négociateurs, proposer des éléments qui lui permettraient de prendre l'avantage, ça c'est le jeu normal des débats entre nations. Mais, je n'ai pas à tenir compte de cela. J'ai à veiller en toutes circonstances, quelles que soient les humeurs et les intentions, à la sécurité de la France. 810 de moins, c'est bon à prendre, d'autant plus que - pardonnez-moi de me répéter - ces armes ne pourraient atteindre notre grand allié américain. Donc, c'étaient des armes réservées pour nous, je ne dis pas pour nous la France, mais pour nous l'Europe.\

` Suite sur le désarmement Est-Ouest `

- Alors que dire de plus à ce sujet ? L'option zéro pour les armes nucléaires à courte portée `option triple zéro`. C'est un sujet ambiant. Il ne faut jamais oublier que la discussion est entre les Russes et les Américains. Nous ne sommes pas partie à cette négociation. Le serons-nous un jour ? oui, si ce débat se déroulait jusqu'à son terme ou presque, c'est-à-dire jusqu'à ce que les Russes et les Américains ne restent détenteurs que d'un nombre de charges nucléaires tel qu'il commencerait à pouvoir exister une certaine corrélation entre leur potentiel et le nôtre. Ce qui n'est pas du tout vrai aujourd'hui. Les Britanniques ont plus de 100, nous 300. Les Américains et les Soviétiques 11000 et 13000. Ce qui veut dire que le véritable point zéro, on l'atteindra lorsque les deux plus grandes puissances se seront attaquées à leurs forces stratégiques. Il en est question. A Reykjavik, on avait même dit 50 %, après, m'a-t-on dit, avoir imaginé qu'il pourrait ne plus y avoir d'armes nucléaires. C'était un peu, au fond, la traduction de certains propos de M.

Reagan.

- Considérons que tout cela en est au point zéro, qu'il n'y a plus d'armes nucléaires, c'est un raisonnement, c'est une vue de l'esprit, mais c'est un raisonnement qui mérite d'être suivi logiquement. Depuis la deuxième guerre mondiale, la paix, la paix armée entre les deux blocs, Est-Ouest, a été maintenue par l'équilibre nucléaire. Donc, si cela disparaît, c'est un déséquilibre qui apparaît. Ce déséquilibre, c'est celui des armes dites conventionnelles, sans parler de l'arme chimique, etc.. Donc, il est normal qu'on se préoccupe de cela. Pour l'instant c'est vraiment une projection sur un avenir encore très imprécis.

- Rien ne nous permet de débattre à l'infini sur ce sujet. Il faut qu'on s'en préoccupe, qu'on y réfléchisse. Mais rien ne permet d'en faire un débat politique, alors que la disparition d'armes - non pas des armes - intermédiaires n'est encore qu'une perspective. Et lorsque les diplomates, les militaires, se seront mis d'accord, qu'auront-ils décidé ? Moi, je n'en sais rien. On peut très bien penser qu'ils diront : avec les mesures de contrôle, avec le temps nécessaire aux destructions avec... il nous faut un an, deux ans, trois ans, quatre ans, cinq ans ! C'est-à-dire que le problème des autres armes ne se poserait qu'au bout d'un certain temps. Ensuite, il faudrait débattre des armes stratégiques. Avant d'en arriver à 20 %, 30 %, 40 %, 50 %, cela va nous prendre encore cinq ans. Alors, qu'on ne m'assaille pas en me disant : "qu'est-ce que vous allez faire dans dix-sept ans ?" D'autant plus qu'il y a quelques chances tout de même que vous ayez à poser cette question à un autre.

- Moi, je veille simplement à préserver la dissuasion française. Là-dessus, il faut avoir des idées simples, j'ai déjà dit, j'ai répété : il ne s'agit pas de gagner la guerre, il s'agit de l'empêcher. Il faut donc que nous ayons des armes, non pas en égale quantité, mais atteignant un seuil suffisant pour que le dommage qu'elles puissent causer soit tel que l'enjeu d'une guerre ne vaille pas le danger encouru.

- Il faut aller un peu plus loin dans l'analyse, dans le débat des plus grandes puissances. Mais c'est vrai aussi des plus petites, lorsqu'elles discutent entre elles. Vous savez on cherche très souvent - ce n'est pas le cas de la France qui n'a aucune velléité offensive - mais, on cherche souvent, c'est l'histoire qui le montre, à obtenir sans guerre les bénéfices d'une guerre. Ca, c'est la stratégie de la menace. Pour pouvoir résister à la stratégie de la menace, surtout dans notre Europe, à la merci de bien des choses, il faut, il fallait que la France dispose d'un potentiel suffisant. J'espère avoir été assez clair. Toute arme nucléaire relève de cette stratégie.\

QUESTION.- (Le Figaro) - Est-ce que la France serait prête, justement, à donner cet ultime avertissement si l'Union soviétique ou une autre puissance menaçait d'envahir la République fédérale ?

- LE PRESIDENT.- Mais, je croyais vous avoir déjà répondu. La définition des intérêts vitaux de la France est volontairement imprécise, c'est ainsi que cela a été déterminé à l'époque du général de Gaulle, et c'est ainsi que cela a été maintenu par mes autres prédécesseurs. Il appartiendra au Président de la République qui se trouvera devant cette très grave responsabilité d'apprécier le degré du danger qu'encourt la France.

- Quant à la couverture ou à la protection de l'Allemagne, je pense que cette question est sous-jacente à celle que vous m'avez posée. Il appartient à l'Alliance `Alliance atlantique` de faire son travail. La France est partie intégrante de l'Alliance donc ce serait à la France aussi de prendre ses responsabilités dans le cadre de l'Alliance. L'Allemagne se sait défendue par l'Alliance. Bien entendu, elle ne répugnerait pas à avoir des garanties supplémentaires et particulières de la France, mais la question brute telle que vous la posez vaut une réponse, c'est à l'Alliance d'y pourvoir. Maintenant, si la France estime qu'en raison de son voisinage, de sa proximité, du danger que représente pour elle le fait que dans l'hypothèse où vous vous situez, que je ne considère pas comme probable, ni même actuellement vraisemblable, alors le Président de la République estimera le moment à partir duquel la France devrait lancer l'ultime avertissement, c'est-à-dire entrer dans l'ère de la guerre nucléaire.\

Monsieur le Président, vous avez parlé de désarmement, vous avez parlé de missiles Pluton, vous avez parlé de politique à l'Est et vous avez nettement pris en compte les soucis momentanés de

l'Allemagne. Est-ce une réponse aux offensives de charme de Moscou ?

- LE PRESIDENT.- Non, ce n'est pas une réponse. D'abord, je ne vois pas très bien ce que vous voulez dire par "opération de charme" car l'opération de charme, elle est universelle... Je veux dire que ce n'est pas une réponse, c'est indépendant des variations diplomatiques. Je ne cherche pas - l'un d'entre vous me disait, c'était d'ailleurs quelqu'un très machiavélique qui posait la question, "mais est-ce que vous ne faites pas un cadeau ! Je n'ai jamais considéré que le malandrin qui le soir agresse les bourgeois avec le revolver sous le nez en leur disant : "la bourse ou la vie" fasse un cadeau. Merci pour le cadeau. Ce n'est pas un raisonnement qui se tient très bien. Je ne cherche pas du tout, mesdames et messieurs, je le dis ici en Allemagne, à faire plaisir à l'Allemagne. Je définis une stratégie pour la France et si ce faisant je sers l'Europe, et donc l'Allemagne, je m'en réjouis. Voilà mon raisonnement. Donc ce n'est pas du tout lié aux péripéties, aux évolutions de la diplomatie soviétique et d'aucune autre.

- Je ne chercherais - je comprends ainsi votre question, je ne sais pas si c'est dans votre pensée, mais c'est comme cela que je la comprends - je ne chercherais à faire plaisir aux Allemands que parce que je me méfie de la séduction que pourrait avoir M. Gorbatchev sur les mêmes Allemands, c'est bien cela que vous voulez dire ? Alors, là, vous touchez un problème très vaste. Moi, je crois à l'engagement des dirigeants Allemands. Ils relèvent d'une civilisation, d'un mode de vie, d'institutions démocratiques, d'une certaine culture. On ne décide pas du sort de tout cela simplement par habileté diplomatique ou une précaution militaire. Donc, je ne crois pas que les Allemands se posent la question que vous me posez dans les mêmes termes. De plus, si M. Gorbatchev, comme d'ailleurs je le pense, a pris le parti - il l'a dit et il le fait - d'aller vers le désarmement, ce désarmement serait simultané, contrôlé, vérifiable. Je trouve que c'est une excellente direction. Je pense que M. Reagan a raison de le suivre sur ce terrain. J'aimerais bien même voir les Occidentaux précéder les Soviétiques pour faire certaines propositions. Mon raisonnement s'arrête à partir du moment où je verrai la sécurité des pays de l'Europe, comme le nôtre, dans une situation difficile parce qu'un déséquilibre de fait se serait produit entre les moyens militaires d'un côté, et les moyens militaires de l'autre.\

QUESTION.- Concernant le Conseil de défense commun, le Conseil de défense franco-allemand, quel peut être le poids politique ou militaire même stratégique de ce conseil en commun ?

- LE PRESIDENT.- On n'en est pas là monsieur. Le Conseil de défense est une expression qui a été employée. Vous savez qu'il existe déjà des conversations institutionnelles entre les ministres des affaires étrangères, les ministres de la défense, de l'un et l'autre pays. C'est donc une sorte de petit Conseil de défense et de politique extérieure. Ils ne se réunissent pas pour ne rien dire. Je crois que c'est le Chancelier Kohl qui a dit : "pourquoi est-ce que l'on ne donnerait pas dans le cadre de l'application du Traité de l'Elysée un peu plus de force encore à ce premier échelon, en faisant que ce soient les principaux responsables des pays qui tiennent ce conseil ?". Je crois que l'on en a beaucoup parlé à Bonn puisque c'est un journaliste français, assez au fait, qui m'a posé la question l'autre jour lors des manoeuvres en Bavière en employant cette expression.

Expression que je n'ai d'ailleurs pas employée dans ma réponse parce que le conseil franco-allemand, le conseil de défense, qui est une très bonne initiative, doit répondre à un certain nombre de conditions dont il faut débattre. Et quand on débat de ces choses, ce n'est pas simplement sur le -plan militaire. Il faut que cela fasse partie d'un tout. Une armée n'est pas toute seule au monde. Deux armées ne manoeuvrent pas isolément, une armée est composée de soldats, ces soldats doivent avoir des ordres, ces ordres doivent correspondre à des desseins, la définition de ces desseins est forcément politique. Donc qu'il y ait un élément de débat politique. Et vous savez que même si elle n'est pas à 100 % politique, une large fraction de l'économie dépend aussi des décisions politiques. Si on veut faire avancer l'Europe, il faut la faire avancer en même temps sur le terrain de la défense, sur le terrain de la monnaie, sur le terrain de la technologie, etc... C'est une discussion très importante. Je souhaite qu'elle aboutisse, vous l'avez tous compris. Mais cela doit être abordé méthodiquement et nous n'en sommes pas au point où je puis vous répondre comme si on en avait terminé avec les conversations. Nous n'en sommes qu'au début.\

QUESTION.- M. le Président, l'Allemagne a-t-elle des difficultés à accepter le principe d'un

QUESTION.- vos propos sur le roie des armes dites prestrategiques semblent temoigner au fond d'un retour à la conception originelle de la dissuasion. Etant donné l'importance d'une telle question pourquoi au fond ne pas l'avoir évoqué au préalable au sein du Conseil de défense, je veux parler de notre Conseil de défense ?

- LE PRESIDENT.- Vous parlez d'un retour. C'est donc qu'on s'en est éloigné si on revient. Si on s'en est éloigné, alors on a eu tort. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise d'autre ? Il a pu y avoir un certain nombre de glissements. Donc, il est normal que le Président de la République remette les choses au point, parce qu'après tout le Président de la République c'est lui qui dispose de cette terrible responsabilité, la plus lourde de toutes, croyez-moi, de déclencher pour la France son engagement nucléaire. On ne peut pas déclencher un engagement nucléaire, ou refuser de le déclencher, isolément de l'ensemble des problèmes qui se posent au moment où cette décision serait prise. Tous les pouvoirs compétents français doivent se concerter, rechercher l'intérêt commun. Ils sont tous Français, ils ont le même intérêt sur ce terrain-là. Des conceptions peuvent varier, mais elles varient parfois au sein des mêmes organisations politiques. Le Président de la République n'a pas à se fixer sur ce point incertain, il doit avoir un point fixe, la défense de la France.

- Je ne peux vous répondre que cela. Ma conviction, c'est que la dissuasion, c'est une philosophie de la stratégie. Elle joue sur des ressorts psychologiques. En même temps, c'est cette notion de la dissuasion qui a fait qu'après un certain nombre d'années, dès 1977, j'ai estimé devoir assurer la continuité de cette stratégie. Si une arme quelconque nucléaire échappait à cette stratégie, cela voudrait dire que - c'est bien le sens de votre question, dont je vous remercie - insensiblement les esprits se seraient détournés de l'objectif, de telle sorte que déjà ils seraient obsédés par l'emploi, le mode d'emploi, la redistribution de l'emploi entre les armes comme si la guerre était déjà déclenchée. Quand on entre dans ce raisonnement, surtout dans le débat public, cela veut dire qu'on ne croit pas beaucoup dans la dissuasion. Or, moi, j'y crois. Comme j'y crois, je suis logique et je réponds à votre question en répondant à beaucoup d'autres. Oui, la stratégie de la France est la stratégie de dissuasion nucléaire. Il y a d'autres armes, mais la logique nucléaire, c'est celle de la dissuasion, il n'y en a pas d'autre.

- QUESTION.- (Jean-René Thinat - RMC) Monsieur le Président, certains de vos hôtes vous ont décrit comme un ami de l'Allemagne. La continuité en matière de défense et de stratégie est importante. L'un ou l'autre vous aurait-il interrogé sur vos intentions en ce qui concerne les échéances électorales françaises.

- LE PRESIDENT.- Non. Vous faites un bien grand détour, en passant par la Westphalie et la Basse-Saxe... Non personne ne m'a posé la question. Je ne suis pas sûr qu'ils n'y pensaient pas.\

QUESTION.- (Kosta Christitch - Le Point) Monsieur le Président, dans la conception que vous venez de définir de la dissuasion française, quelle est la définition que vous donnez actuellement du concept de l'ultime avertissement et est-ce que l'arme à neutrons pourrait être incluse ?

- LE PRESIDENT.- Monsieur, vous savez il peut y avoir beaucoup d'espèces d'avertissements. D'ailleurs le plus simple c'est le coup de téléphone qui n'est pas en soi explosif, quoiqu'il y a beaucoup de coups de téléphone dans nos vies personnelles qui ne manquent pas d'importance. Il y a des ambassadeurs. Pendant des siècles, c'étaient les ambassadeurs qui apportaient des plis très poliment, ensuite on les renvoyait, ils rentraient dans leurs pays, cela se mettait en branle. Naturellement la rapidité des communications laisse supposer que les avertissements devront être plus rapides.

- Mais, je répète, il y a beaucoup de façons d'avertir. Ce qui est important vous l'avez vu, monsieur, c'est l'ultime. L'ultime, cela se comprend tout seul, à partir de la guerre, la guerre nucléaire. L'ultime avertissement, cette définition-là, doit vous faire bien comprendre que c'est un avertissement nucléaire. C'est le premier avertissement nucléaire, le premier et le dernier. Lui, l'ultime avertissement, entre déjà dans la -nature d'un conflit qui serait nucléaire. Les autres avertissements sont de l'ordre normal de la diplomatie lorsque l'on cherche à enrayer un conflit. Voilà le sens de l'ultime avertissement.

- On ne peut donc pas découper les avertissements nucléaires en petits morceaux, on ne peut pas les diluer ou alors on est déjà dans la guerre nucléaire. C'est très simple à concevoir et toute

... l'interprétation qui tendrait à dire que l'on fait un presque ultime avertissement, le lundi, un deuxième un peu plus ultime le mardi, un troisième qui le serait encore plus le mercredi, pour lancer l'ultime le samedi, eh bien entre le lundi et le samedi, il se serait passé beaucoup de choses qui ne permettraient sans doute pas d'arriver à l'ultime.\

QUESTION.- Sur l'arme à neutrons, monsieur le Président, vous n'avez pas répondu ?

- LE PRESIDENT.- L'arme à neutrons je me suis souvent exprimé sur ce sujet il y a quelques années en émettant un principe d'actions. La France se dotera de toute arme, si elle en a les moyens techniques et financiers, de toute arme possédée par les autres pays. Pas forcément en quantité, mais elle se dotera de toute arme possédée par d'autres pays. L'arme dite à neutrons, neutronique, à rayonnement collatéral limité, c'est une arme, elle aussi, d'une nature complètement différente de celles dont nous parlons depuis un moment. Ce n'est pas une bombe nucléaire qui ravage tout alentour. Vous connaissez les séquelles d'Hiroshima. Je n'en suis pas partisan. On n'est pas "partisan" d'une arme. Mais je suis tout à fait de ceux qui pensent que s'il le faut, l'arme à neutrons doit être fabriquée. Il n'y a pas, dans mon esprit, d'interdit. Il y a si peu d'interdit que j'ai donné l'ordre de poursuivre les recherches et que nous sommes arrivés au point où les recherches peuvent aboutir à la fabrication. Ce n'est pas une information que je vous donne, cela fait déjà au moins deux ans que l'on en est là et que je vous l'ai dit.

- Ce n'est pas le fait que cette arme - dont le caractère crée légitimement d'ailleurs, une frayeur comme toute arme - ce n'est pas parce qu'on s'habitue à certaines armes qu'il faut considérer qu'elles sont inoffensives. Vous savez, la bayonnette... Moi j'appartiens encore à la génération où il y avait une bayonnette, là, au bout du fusil. Et quand l'adversaire se trouve juste à quinze mètres, et à deux mètres, ce n'est pas paradisiaque, tandis que la bombe à neutrons, ce serait infernal. Tout cela c'est du même ordre. Toutes les façons de tuer sont infernales. Je n'y vois pas non plus d'objection de caractère métaphysique parce que l'homme est dissout et que la machine ne l'est pas. Vraiment, on préférerait le contraire, mais ce n'est pas comme cela que ça se passe. Donc, cette arme-là doit entrer dans la panoplie française si les menaces se précisent. Mais, précisément à une époque où, enfin, après 40 ans de surarmement, les deux plus grandes puissances abordent une phase de vrai désarmement, ce n'est quand même pas le moment pour la France d'aller créer le désordre en mettant sur le marché des armes et en se dotant d'une arme également terrifiante, même si sur le plan de ses conséquences, sa capacité de fixer un objectif très limité, sans rayonnement désastreux, correspond beaucoup plus - dans ses conséquences, non pas dans sa nature scientifique - à ces tirs d'artillerie que nous avons connus pendant les autres guerres, qu'à une explosion de type nucléaire.

- Donc la France est en mesure de fabriquer la bombe à neutrons. Cet ordre sera donné si, malheureusement, comme je ne le pense pas (mais je vous l'ai dit tout à l'heure, espérance ou pas, mon devoir est de prémunir la France contre tout danger), au lieu de désarmer, c'est ce que l'on peut prévoir aujourd'hui, il devait y avoir un retour au durcissement que nous avons connu au cours de ces quatre dernières décennies. J'ai déjà eu l'occasion de le dire, que j'approuvais l'initiative de M. Gorbatchev. J'ai déjà dit que j'approuvais la réponse de M. Reagan. Je réserve mon jugement pour savoir si je devrais approuver les conditions dans lesquelles le désarmement s'opérerait puisqu'aujourd'hui, c'est en débat.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais changer de sujet, si vous êtes d'accord, à Aix-la-Chapelle, vous avez proposé un système monétaire européen, de quel caractère sera un tel système ? Remplacera-t-il la monnaie nationale ou existera-t-il en plus ?

- LE PRESIDENT.- D'abord j'ai parlé d'un système monétaire européen, mais il existe monsieur, il existe déjà. C'est messieurs Giscard d'Estaing et Schmidt, je crois, qui l'avaient mis en place, à partir de ce que l'on appelait "serpent". Ce système monétaire s'est fixé certaines règles contraignantes que vous connaissez : des marges de fluctuation, des interventions. Mais ce système paraît quand même un peu trop lâche £ soit trop lâche, soit trop strict pour certains pays. En vérité, c'est un système monétaire qui ne se traduit pas par l'existence d'une monnaie commune. L'écu existe bien sûr, l'écu public et l'écu privé. Bref, il faut que le système soit plus ferme et que vraiment, une monnaie européenne - l'écu - soit décidée.

- Mais je crois que ceci serait très incomplet sans un organisme central des banques centrales nationales, qui est à créer. Cet organisme serait en mesure d'estimer les flux, les disponibilités, les interventions, il serait capable de disposer de réserves et de prendre les mesures nécessaires à la protection de la monnaie commune.

- Alors, vous me demandez maintenant, est-ce qu'il pourrait y avoir des monnaies nationales à côté ? Pendant le temps qui vient, c'est sûr que cela se passera comme cela, mais la logique du système devrait normalement conduire à ce que la monnaie européenne prévale sur les monnaies nationales. On n'en est pas là, c'est la matière même de la discussion entre experts et entre diplomates. Je ne veux pas me substituer à eux. Disons que c'est une perspective que je dessine.

- Quelle était votre deuxième question monsieur, s'il vous plaît ?

- QUESTION.- Y aura-t-il une banque centrale européenne ?

- LE PRESIDENT.- Vous aviez raison d'insister tout à l'heure, c'était bien la même question. Il faut qu'il y en ait une, oui, c'est mon avis. Je crois qu'il faudra une très grande souplesse, parce qu'on ne va pas effacer les nations comme cela, ce n'est pas forcément souhaitable. Mais il faut un organisme central, je le répète.\

QUESTION.- (Valérie Lainé - RFI) Est-ce que l'ultime avertissement peut être délivré sur le sol allemand, et deuxième question, que deviennent - je suis désolée d'y revenir - les Plutons et les Hades d'ici quatre ans, dans la mesure où vous dites que toute arme nucléaire relève de la stratégie, et que par ailleurs, vous dites que la stratégie consiste à menacer le sol de l'agresseur ?

- LE PRESIDENT.- Je vous ai déjà répondu là-dessus. Enfin, je puis vous reparler des Plutons et des Hades. On ne va pas revenir sur ce qui a été déclaré il y a déjà une demie heure.

- La question nouvelle c'est - nouvelle par rapport à cette réunion-là - est-ce que l'on pourrait tirer sur le territoire allemand, c'est cela ? Alors, j'ai employé l'expression - qui n'était pas de l'improvisation, je me permets de vous le signaler au passage - que le tir nucléaire ne serait pas nécessairement délivré sur le territoire allemand. Cela sont les expressions consacrées, vous savez, c'est un langage codé. Comme tous les langages codés, cela finira par ressembler au médecin de Molière, enfin, c'est comme cela, puisque c'est ce bas latin de cuisine que tout le monde comprend, moi, je veux bien m'y faire. Donc délivré - quelle délivrance ! - sur le territoire allemand.

- Alors, est-ce que cela voudrait dire que vous estimeriez que le tir nucléaire devrait avoir nécessairement lieu sur le territoire allemand ? Non, bien entendu, je réponds à votre place. Alors vous voyez comme la dialectique est difficile. Moi, je dis que cela n'aurait pas nécessairement à être délivré sur le territoire allemand. Voilà la marge d'inconnue. J'y ai déjà répondu en disant : la stratégie de dissuasion suppose que l'on atteigne le territoire de l'agresseur. Or, l'Allemagne fédérale est un pays allié, un pays ami, la destination normale de la force nucléaire n'est pas de détruire le territoire allemand et ses habitants. Vous êtes dans le raisonnement que je critiquais tout à l'heure : "quel peut être le mode d'emploi des armes, alors qu'on est déjà dans la guerre ?" Vous supposez donc que la dissuasion cela ne marche pas. Laissez-moi, comme responsable des armées françaises, estimer que la dissuasion forme un tout parfaitement crédible et compris comme tel, par toutes les puissances du monde. L'ensemble des armes nucléaires fait partie de cette stratégie.\

` Suite réponse sur l'emploi des armes préstratégiques `

- L'ultime avertissement a pour objet essentiellement d'atteindre le territoire de l'agresseur. Pourquoi est-ce que j'emploie ces formules polies, ne désigne-je pas l'agresseur ? Je vous répète qu'à l'heure actuelle mon analyse de la situation est qu'il n'y a pas d'agresseur potentiel dans le domaine nucléaire. J'ai bien précisé cela parce que je voulais rester dans la réponse que je vous dois, parce que vous pourriez me répondre "oui je crois que vous avez raison, mais précisément l'attaque pourrait être classique et cette attaque classique en raison de la disproportion des forces risquerait de nous replacer dans la situation antérieure en obligeant les armées, sur le terrain, dans la bataille, à faire intervenir des armes qui puissent arrêter l'offensive, donc Pluton, Hadès, etc...". Voilà votre logique. Je ne dis pas qu'elle soit absurde. Je dis simplement qu'il faut bien que tous les pays sachent particulièrement en Europe que, quelle que soit la forme de la guerre,

si elle menace notre intégrité, elle entraîne la riposte stratégique. Voilà ce qu'il faut comprendre. Un individu qui va mourir ne s'interroge pas sur le fait de savoir quelle était la marque de la balle de mitrailleuse, si elle était fabriquée à Saint-Etienne plutôt qu'ailleurs. Ce n'est pas sa pensée principale à ce moment-là. De même, sur la nature du rayonnement nucléaire qui vient de tuer. Toute attaque pouvant porter atteinte à l'intégrité, à la souveraineté de la France et à la sécurité des femmes et des hommes de France, entraîne la stratégie en question qui est une stratégie nucléaire. Voilà ce que je voulais vous dire. Vous diriez : "alors vous n'avez besoin que de quelques bombes atomiques puis le reste pourquoi est-ce que vous ne le mettez pas à l'eau ?". Je ne parle plus de Pluton et Hadès parce que je ne suis pas obstiné, mais je pourrais dire à quoi servent ... Non. L'essentiel de la démarche dans ce domaine si difficile, je le redis volontairement, ce n'est pas de faire la guerre, c'est d'avoir les avantages de la guerre sans la faire. Donc il y a un jeu subtil de menaces, ou d'apaisements et il ne faut pas non plus en être victimes, donc il faut une certaine modulation. L'affaire Sinaebele entre les deux guerres, entre l'Allemagne et la France, c'était une affaire infime. Elle a pourtant failli déclencher la guerre entre 1870 et 1914. Il fallait pouvoir moduler. Voilà ce que je voulais vous dire. C'est pour cela que cette modulation exige tout de même une certaine variété d'armes mais pour l'essentiel toute menace sur l'indépendance et la souveraineté de la France, l'intégrité, son territoire et ses hommes, où les besoins vitaux, les dangers qui pourraient être assimilés à cette menace, c'est la stratégie nucléaire de dissuasion qui s'applique.\

QUESTION.- (Philippe Rochot, Antenne 2) L'Allemagne fédérale avait jugé sévèrement la rupture de nos relations diplomatiques avec l'Iran. Quelles sont les convergences de vues ou les divergences que vous observez aujourd'hui étant donné l'évolution de la guerre du Golfe ?

- LE PRESIDENT.- L'Allemagne fédérale avait jugé sévèrement...

- QUESTION.- La presse allemande avait jugé sévèrement notre rupture et notre engagement aux côtés de l'Irak, quels sont aujourd'hui...

- LE PRESIDENT.- Aux côtés de l'Irak, cela remonte à 1976. - Non, la date de 1976 n'a pas de signification symbolique pour moi - Cela fait 11 ans que ce choix d'aider l'Irak existe et naturellement ce choix a pris un sens beaucoup plus aigu parce qu'il y a eu la guerre entre l'Irak et l'Iran. Je ne sais pas du tout comment réagit la presse allemande. Je ne sais pas exactement ce qu'il faut penser de, par exemple, l'attitude à l'égard de l'Iran ou à l'égard des otages. Est-ce que c'est la France qui a tort ? La France a une certaine conception de l'équilibre du monde dans cette région, particulièrement entre le monde arabe et le monde persique et visiblement la France souhaite, je le répète, d'autres l'ont dit avant moi déjà, que cet équilibre soit maintenu autour d'une frontière fixe. Elle pense que l'ébranlement durable de l'Irak pourrait provoquer des ébranlements en série et que vraiment tout l'équilibre mondial risquerait d'en être atteint. Elle n'est pas pour autant l'ennemi de l'Iran qui achète des armes, qui s'en procure ailleurs. Doit-on considérer que ceux qui ont des accords avec l'Iran sont les ennemis de l'Irak ? Ce n'est pas comme cela que les problèmes se posent. La rupture des relations diplomatiques - c'est votre question - a été jugée sévèrement par la presse allemande. M. Rochot `ancien otage détenu au Liban`, comment auriez-vous fait ? L'Iran, et vous savez de quoi vous parlez, nous avait annoncé que si nous n'acceptons pas des conditions dont certaines n'étaient vraiment pas acceptables, pas même discutables, que dans les 72 heures il irait jusqu'à rompre les relations diplomatiques. Il fallait attendre la fin de cet ultimatum, comme cela, ou bien s'incliner devant des conditions qui n'étaient même plus négociables ? Non, je crois que le gouvernement français, avec mon accord, a parfaitement bien fait de prendre les devants. Nous ne cherchons pas à aggraver les choses, elles sont déjà suffisamment sérieuses, nous ne fermons pas du tout la porte à des aménagements futurs, nous n'avons pas décidé de rompre avec ce monde historique que représente la Perse, sa civilisation, l'Iran, non pas du tout. Mais dans le débat tel qu'il s'est posé, la France ne pouvait pas baisser la tête, ce n'était pas possible. La rupture des relations, nous avons confié nos intérêts à un pays qui s'en occupe fort bien, l'Italie, cela durera ce que cela durera si les conditions ne sont pas rétablies là où il faut les rétablir.\

Quant à l'opinion de l'Allemagne `sur la rupture des relations diplomatiques franco-iraniennes`, vraiment je m'en excuse auprès des journalistes allemands. mais ce n'est pas à cela que nous

vraiment je m'en excuse auprès des journalistes allemands, mais ce n'est pas à cela que nous avons pensé d'abord. Il est vrai que l'Allemagne a des relations commerciales actives avec l'Iran, économiques, beaucoup plus que la France. Elle a peut-être des intérêts à ménager plus que la France et puis la France elle ne cherche pas à être mal avec tous ces pays. Il se trouve que l'évolution du temps a fait qu'il s'est créé une crise entre l'Iran et la France.

- Je souhaite que cette crise s'apaise, je le souhaite vraiment. Je souhaite donc que les conditions du débat diplomatique deviennent de part et d'autre raisonnables. On discute d'une somme financière autour d'Eurodif, cela ne vaut pas un conflit, on s'arrange toujours si on le veut. Lorsqu'il s'agit de flux commerciaux, de flux d'affaires tout s'arrange. Lorsqu'il s'agit de problèmes de justice, c'est déjà beaucoup plus délicat puisqu'il s'agit des autorités judiciaires et que nous sommes dans un Etat de droit où la justice s'impose au pouvoir exécutif. Il faut le comprendre. Lorsqu'il s'agit de dispositions de politique générale, savoir si nous allons renverser nos priorités, au Moyen-Orient, c'est-à-dire cesser d'aider l'Irak pour aider l'Iran, c'est trop nous demander. Nous demander de ne pas avoir d'attitude agressive à l'égard de l'Iran, chercher des conciliations cela ce n'est pas trop nous demander. Nous n'en sommes pas arrivés à une diplomatie unifiée européenne entre l'Allemagne et la France et ce n'est pas le seul endroit. Pour l'essentiel, nous sommes d'accord. Pour un certain nombre de points du globe nous ne sommes pas toujours en accord. Il faut s'en expliquer.

- Mesdames et messieurs merci. J'espère que cela a été suffisamment clair pour qu'il n'y ait pas de dérapage de presse après les dérapages stratégiques.\